

Parcoursup: léger mieux par rapport à l'an dernier mais 58.000 candidats sans proposition

Paris, 19 juil. 2019 (AFP) -

La phase principale de Parcoursup s'achève vendredi à minuit: décriée l'an dernier, la plateforme d'accès à l'enseignement supérieur a généré cette année moins de stress, fait valoir le gouvernement, mais plus de 58.000 candidats sont encore sans proposition pour la rentrée.

Selon le dernier décompte du ministère de l'Enseignement supérieur, 58.724 candidats sur un total de 900.000 n'avaient pas vendredi d'offre d'affectation: 32.723 lycéens et 26.001 candidats en réorientation ou scolarisés à l'étranger.

Vendredi, "Près de 89% des candidats lycéens ont reçu au moins une proposition d'admission contre 83% en 2018 à la même période", indique un communiqué du ministère.

Dans l'entourage de la ministre, Frédérique Vidal, on se félicite que la procédure soit allée "plus vite", apportant davantage de "sérénité dans les lycées".

Faux, rétorque le syndicat étudiant Unef, opposé au dispositif: "la version 2019 de Parcoursup n'a pas mieux fonctionné", voire moins bien puisqu'il y a davantage de jeunes sans inscription que l'an passé à la fin de la procédure principale.

Pour améliorer la plateforme, critiquée l'an passé lors de sa première édition à cause de délais de réponse trop lents, le gouvernement a choisi de raccourcir le calendrier afin de remettre dans le système plus rapidement les places refusées.

Il y a un an, certains n'étaient toujours pas fixés sur leur sort quelques jours seulement avant la rentrée car la phase principale se terminait le 5 septembre.

Françoise Lambert, secrétaire générale au Sgen-CFDT, syndicat favorable à Parcoursup, se félicite de ces améliorations apportées: "Les délais ont été raccourcis, ça a largement fluidifié la plateforme". "Et après une année de rodage, on a noté moins d'angoisse chez les candidats".

Mais d'autres regrettent le "manque de transparence". "Il y a une volonté de faire apparaître la mariée plus belle qu'elle ne l'est", estime Hervé Christofol, ancien secrétaire général du Snesup-FSU, farouchement opposé au dispositif.

Le ministère a choisi de ne pas communiquer les mêmes indicateurs que l'an dernier. Par exemple, ne figure pas cette année le sort des 115.000 candidats en reprise d'études qui sont accompagnés "spécifiquement en lien avec le ministère du travail".

- "Frustrant" -

Moins critiquée cette année, Parcoursup a tout de même connu un gros bug, qui s'est traduit par l'envoi par erreur en mai de réponses favorables à des vœux d'études supérieures.

"Finalement les chiffres sont assez semblables à ceux de l'an dernier; on voit juste une légère amélioration dans les délais, avec des réponses qui arrivent un peu plus en amont", déclare pour sa part Orlane François, présidente de la Fage, premier syndicat étudiant, qui a soutenu la réforme sur l'entrée à l'université et la mise en place de Parcoursup.

Mais "on a toujours en juillet des milliers d'étudiants qui n'ont pas de réponse", déplore-t-elle. Selon elle, le problème de fond reste le même: "le manque de places dans l'enseignement supérieur".

Un avis partagé par Mélanie Luce, présidente de l'Unef. "L'an dernier, le ministère avait créé 30.000 places dans les filières les plus demandées. Ce qui n'a pas été le cas cette année", fustige-t-elle. "Malheureusement, ceux qui sont en attente depuis trop longtemps finissent par accepter des choix qui leur sont proposés par peur de ne rien avoir".

Candice, bretonne de 19 ans, ne veut pas faire ce choix par défaut. Toujours en attente d'une réponse positive pour ses vœux dans une fac de psycho, une filière particulièrement demandée, elle ne perd pas espoir: "Mon vœu prioritaire c'est Rennes, j'ai même déjà un logement là-bas... mais pas de place en fac", explique-t-elle.



PAYS :France
SURFACE :99 %
PERIODICITE :Quotidien



► 19 juillet 2019 - Edition Fil Gen

Pour tous ceux qui vont rester sans réponse à compter de vendredi soir, il est conseillé de regarder les places vacantes de la phase dite "complémentaire", ouverte depuis le 25 juin.

Une possibilité qui leur sera offerte jusqu'au 13 septembre. Les candidats peuvent aussi solliciter la Commission d'accès à l'enseignement supérieur (CAES) de leur rectorat, qui essayera de leur proposer une solution adaptée.
asm-ito/tib/fmp

Afp le 19 juil. 19 à 15 50.